

Pouvoir d'emprunt

M. Hopkins: Il s'agit, en effet, d'une divergence de vues, monsieur le Président. Comme le député devrait le comprendre, le débat se fait dans les deux sens à la Chambre. Le député a certes reconnu que les impôts devaient être augmentés, et c'est exactement ce que j'ai déclaré. Le ministre des Finances a affirmé, à Toronto qu'il n'augmenterait pas les impôts afin de réduire le déficit, et le député de Kitchener vient d'admettre dans cette enceinte que le gouvernement avait dû les augmenter pour réaliser cet objectif.

Les conservateurs le réalisent-ils vraiment monsieur le Président? Là encore, nous avons droit à bien des belles paroles au sujet des grands exploits du gouvernement en ce qui a trait à la dette, qui semble être une obsession pour les ministériels de l'arrière-ban. Le ministre des Finances a dit qu'il n'allait pas augmenter les impôts. Il devrait s'excuser auprès de tous les Canadiens aujourd'hui parce que les impôts des particuliers ont augmenté de 52 à 53 p. 100. Les impôts sur les hauts salaires diminuent au moment où ils augmentent pour les salaires faibles et moyens. Le gouvernement a maintenant l'audace de parler de réforme fiscale à la Chambre. Il établit d'abord un système injuste puis il le démantèle un peu l'année précédant les élections pour pouvoir dire: «Quels gens admirables nous sommes». C'est la farce qui se joue aujourd'hui dans notre pays dans le domaine financier.

Que les députés du côté du gouvernement, ou ceux qui ont emprunté des sièges de ce côté-ci, ne viennent pas me dire qu'ils ont l'intention de garder leur place actuelle après les prochaines élections. Car s'ils en ont l'intention, les ministériels ne devraient pas faire autant de promesses. Dieu sait que nous avons entendu au cours de la dernière campagne électorale assez de promesses qui n'ont jamais été tenues. Le gouvernement a promis 6 p. 100 d'augmentation réelle du budget de la défense. Si l'inflation dépasse la limite de 4 p. 100, le gouvernement va avoir un facteur négatif pour la croissance réelle du budget de la défense. Et pourtant il se prend pour le grand ténor de la défense dans notre pays. En fait le gouvernement a trompé les gens de la défense et il n'a pas tenu ses promesses. Il n'a même pas respecté l'engagement de 3 p. 100 qu'il avait pris envers l'Alliance de l'OTAN elle-même. Il a déclaré qu'il allait augmenter le budget, et pourtant celui-ci risque cette année d'avoir une croissance négative.

● (1220)

Parlons de ce qu'on dit être l'énorme augmentation des emplois. Mon Dieu, en écoutant les discours des ministériels, on ne penserait pas qu'il y a un problème dans notre pays. Les députés ne vont peut-être pas assez souvent rendre visite à leurs électeurs. Ce matin, j'ai vérifié auprès des bureaux de placement de l'Est de l'Ontario, et je sais ce qui s'y passe. Il faut bien voir de quoi parlent au juste ceux qui comparent la croissance de l'emploi en Ontario au restant du Canada. Cette croissance de l'emploi n'a rien à voir avec la situation dans le nord et l'est de cette province qui ne connaissent pas un tel phénomène. Il s'agit du «triangle d'or» de l'Ontario, qu'on se le dise. Il y a eu 127 000 nouveaux emplois dans cette région en 1986. Et 115 000 dans l'ensemble du pays. Le gouvernement en fait tout un plat. Or, si 127 000 emplois ont été créés dans cette province, mais 115 000 dans l'ensemble du pays, cela revient à dire que nous en avons perdu 12 000 en 1986.

Quand nous parlons des régions, n'excluons pas le nord et l'est de l'Ontario de celles qui ont perdu des emplois.

Le ministre des Finances vient de Toronto, et il a beau jeu de monter en épingle la très forte croissance de l'emploi dans le «triangle d'or» sans le nommer évidemment. Il a peut-être raison. N'oublions pas cependant que les Bill Davis, Leslie M. Frost et autres grands premiers ministres de l'Ontario avaient l'habitude de s'attribuer le mérite de la croissance de l'emploi dans cette province. Il est donc juste qu'un premier ministre provincial libéral en fasse autant plus tard pour ne pas être en reste avec cette bonne tradition des premiers ministres provinciaux conservateurs, qu'il prétende, à son tour, que c'est son gouvernement qui a créé tous ces emplois, que ce n'est certes pas le gouvernement d'Ottawa avec sa politique actuelle.

On a dit aujourd'hui à la Chambre que le gouvernement fédéral s'attaque aux problèmes du déficit en le refillant à d'autres. C'est tout à fait vrai. C'est un autre aspect dont le député de Kitchener a malheureusement oublié de faire état. Le fardeau financier des provinces s'est accru par suite des initiatives du gouvernement fédéral. On ne saurait qualifier la tactique de remboursement de la dette. C'est plutôt s'en laver les mains. Certaines provinces n'ont pas les moyens de payer. Or, elles ne peuvent offrir aux gens qui habitent ces régions les mêmes services que ceux qu'obtiennent les habitants des régions plus favorisées de notre pays. Cela n'est pas conforme au rapport Rowell-Sirois de 1940, un excellent document qui étudiait en profondeur le financement aux niveaux fédéral et provincial.

Le gouvernement cherche à réduire le déficit en s'attaquant aux programmes de péréquation. Nous devons nous demander qui devra assumer le déficit au niveau provincial? Le gouvernement cherche-t-il à réduire son déficit en gonflant celui des provinces? Et les municipalités de notre pays? Que dire des contribuables au niveau municipal? Ce sont eux qui, en dernier ressort, devront l'assumer.

Je tiens à dire un mot de certaines des autres fameuses coupes dont nous avons beaucoup entendu parler. Au niveau de la science et de la technologie, le gouvernement a effectué des coupes sombres dans les crédits du Conseil national de recherches. A maintes reprises, j'ai soulevé à la Chambre la question de l'Observatoire Algonquin qui dispose de l'un des plus grands radio-télescopes du monde. Le gouvernement veut le fermer bientôt sous prétexte d'épargner 1,1 million de dollars. Mais a-t-il vraiment épargné cet argent? Combien a-t-il investi de millions de dollars dans la fameuse prison de la circonscription du premier ministre (M. Mulroney)? Le radio-télescope de l'Observatoire Algonquin aurait pu continuer de fonctionner pendant encore 30 ans avec tout l'argent que le gouvernement va gaspiller en construisant la prison dans la circonscription du premier ministre. Ce qui n'empêche pas le gouvernement de se vanter de tout ce qu'il fait pour la science et la technologie au Canada. Si ce n'est pas là torpiller la science et la technologie, les Canadiens se demandent ce que c'est.

Quand on a interrogé le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Oberle), à ce sujet, il a déclaré à la